

Les travaux du IV^e Congrès du P.S.U.

Ce IV^e Congrès national marquera une étape très importante dans la vie de notre parti.

Tous les observateurs politiques (à l'exception, bien entendu, des habituels commentateurs de la presse réactionnaire) sont unanimes à reconnaître le bilan positif des travaux des congressistes.

Le travail effectué dans chaque section et dans chaque fédération, depuis le Congrès de la Grange-aux-Belles de 1963, a porté ses fruits.

Le P.S.U. s'affirme de plus en plus comme un parti sérieux et réaliste. Jeune aussi puisque la moyenne d'âge des élus du Comité politique national est de 37 ans. Ses propositions politiques recueillent un large écho et l'opinion constate objectivement que les séquelles du passé sont maintenant disparues.

A Gennevilliers, le P.S.U. a manifesté son souci d'unité, sur des bases politiques très claires. Le rapport moral sur l'activité du parti depuis deux ans a été accepté par 429 mandats, contre 40, 74 abstentions et 5 refus de vote. Les textes politiques ont tous été acceptés à la presque totale unanimité.

Ce large accord laisse à chacun la possibilité de discussion et d'appréciation à l'intérieur du parti, comme il se doit dans un parti démocratique.

Cette image d'un parti socialiste ouvert, manifestant sa volonté de rechercher, à tout moment, les meilleures conditions pour l'unité de toutes les forces socialistes et ne cédant sur aucun des objectifs fondamentaux du socialisme, il était nécessaire que le P.S.U. l'offre aux yeux de la gauche française.

Pour tous les hommes de gauche qui condamnent l'opération de Clichy, le Congrès de Gennevilliers reste l'espoir du socialisme.

RAPPORT D'ORIENTATION

Extraits de l'intervention de Pierre BEREGOVY

« Bien que le gaullisme n'ait pas de racines profondes, le système subsiste parce que l'on ne voit pas quoi mettre à la place et parce que la gauche demeure divisée.

« Or, s'il existe des réflexes unitaires à la base, ce courant n'a pas encore traversé les forces politiques de gauche ni même les centrales syndicales (...)

« Le P.S.U. cherche une solution à cette division en dépassant les slogans et en abordant les problèmes de fond. C'est le seul moyen de montrer qu'une politique socialiste est nécessaire, c'est aussi le meilleur moyen de réaliser l'unité d'une manière durable autour de propositions constructives (...)

« C'est dans cet esprit qu'a été élaboré le « contre Plan » : il ne s'agit pas de se figer sur des a priori doctrinaux, mais d'apporter une réponse actuelle aux luttes sociales en montrant la nécessité de transformer les structures économiques et d'opérer un changement de politique (...)

« Pour nous, les élections présidentielles seront un épisode important de la lutte contre le gaullisme ; elles n'en seront pas un épisode décisif. Elles devront permettre à la gauche d'aborder l'après-gaullisme, quelles que soient les conditions dans lesquelles se déroulera celui-ci. (...)



Pierre Bérégovoy, du B.N. (S.-et-O.)

« Au lendemain du départ de de Gaulle, il y aura une période où les Français seront disponibles. Les forces de gauche devront saisir l'occasion pour amener des transformations profondes dans les structures. Même dans l'hypothèse d'une défaite, cela ne sera pas un travail inutile et préparera l'avenir. Une défaite dans la confusion, dans la division, entraînerait une démobilisation durable de la gauche. (...)

« La solution de gauche est d'abord centrée autour d'un programme solide et cohérent.

« Nous considérons que c'est en définissant des objectifs et des moyens à mettre en œuvre pour les atteindre que l'on peut surmonter durablement les divisions actuelles des forces populaires. C'est aussi le moyen d'entraîner tous ceux qui s'interrogent aujourd'hui sur les choix politiques qu'ils auront à faire dans quelques mois.

« Une combinaison tactique — sans contenu — quelle que soit la forme qu'elle revêtirait, ne leur apporterait ni espoir, ni occasion de s'engager.

« Il faut donc d'abord discuter programme, ce qui délimitera sérieusement les limites des alliances politiques à réaliser (...).

Pierre Bérégovoy rappelle alors les grandes lignes du programme proposé par le P.S.U. à Lyon : institution d'une démocratie nouvelle, contre-plan économique, politique d'indépendance européenne, réforme démocratique de l'enseignement.



Jean Verlhac, du C.P.N. (Isère)

« Définir un programme, c'est emprunter la voie de la clarté. Quand nous le disons, nous ne parlons pas dans le vide. Les attaques purement verbales de Defferre contre le gaullisme n'ont suscité aucun élan

dans l'opinion.

« De même, l'absence de programme qui a caractérisé sa tentative, sa volonté souvent exprimée de refuser de discuter « programme », ont montré qu'il s'intégrait au système. Aujourd'hui, l'alliance qu'il propose au M.R.P. et au Centre des Démocrates ressuscite le « cartel des non » et les combinaisons électorales de la IV^e République.

« Cela provoque aujourd'hui une tension très grave à l'intérieur de la S.F.I.O. et quelle que soit l'issue de ce congrès, il est clair aujourd'hui que Gaston Defferre n'a plus l'autorité morale pour être le candidat de toute la gauche, ce qu'il prétendait être au moins dans les premiers mois.

« La méthode que nous préconisons a l'avantage de renvoyer au second plan le problème de l'homme. Nous avons considéré à cet égard que l'attitude du parti communiste avait été positive. Le P.C. a subordonné son concours à un accord sur un programme sans mettre en avant des préoccupations partisans. Sans doute, avait-il conscience qu'un candidat communiste ne pouvait pas actuellement rassembler le maximum de suffrages contre de Gaulle.

« Mais, ayant donné la priorité à un dialogue avec la S.F.I.O., le parti communiste est aujourd'hui placé dans une situation délicate qui l'incite, en cas de maintien de Defferre, à se replier sur lui-même et à présenter son propre candidat.



Marc Heurgon, du B.N. (Paris)

« Lors de l'entrevue que nous avons eue avec une délégation du P.C. comprenant Gaston Plissonnier, Georges Marchais et Waldeck Rochet, on nous a confirmé que Defferre n'obtiendrait pas de soutien communiste quoi qu'il adienne. Il nous a été facile de dire à nos interlocuteurs que nous étions d'accord. Nous avons précisé que Defferre devenant candidat centriste, le problème d'une candidature unique des forces de gauche demeurerait posé, des forces de gauche qui ne se limitent pas au seul P.C. et au seul P.S.U. Le déroulement du congrès S.F.I.O. nous montre que nombreux sont les socialistes de ce parti qui n'acceptent pas l'orientation de la candidature Defferre. Le mouvement d'opposition, constaté à ces assises, est appelé naturellement à s'étendre dans les masses influencées par la S.F.I.O., dans les organisations syndicales, y compris celles où Defferre a eu le plus d'encouragements au départ, dans les clubs dont la base est loin d'être acquise au centrisme.

« Il existe donc encore une possibilité de réaliser un large accord autour d'un candidat dont l'audience ne se limiterait pas à un seul parti. Nous devons donc tout faire pour donner consistance à ce courant d'opinion.

« *Quelle que soit l'issue du congrès de la S.F.I.O., un vaste courant doit se créer autour de la solution de gauche, opposée au centrisme et au gaullisme, revendiquant la succession du régime, non pour le continuer sous une autre forme, mais pour le transformer fondamentalement.*

« *Il va de soi que nous n'avons pas à prendre une décision prématurée. Nous avons intérêt, à moins que Defferre renonce à sa candidature, à renvoyer à un conseil national toute décision définitive du Parti.* » (...).

Pierre Bérégovoy avait, par ailleurs, souligné que le P.S.U. multipliera les initiatives pour développer le courant de renouveau socialiste en recherchant le dialogue avec tous ceux qui repoussent la conception centriste de la Fédération Démocrate Socialiste et son caractère purement électoral.

MOTIONS POLITIQUES VOTÉES PAR LE CONGRÈS

Les élections présidentielles

Toutes les batailles politiques qui se développent dans le pays sont déjà placées sous le signe de l'après-gaullisme. Cela apparaissait déjà lors des élections municipales. Cela se confirme au marnent où s'ouvre la campagne présidentielle.

Trois solutions s'opposent : l'une veut assurer la pérennité du gaullisme et la survie des équipes en place ; la seconde, sous des apparences réformatrices, tend à reconstituer les coalitions qui ont fait faillite sous la IV^e République ; la troisième ouvre la voie à une transformation des structures de la société dans la direction du socialisme.

La candidature de Gaston Defferre et le projet de « Fédération » dans lequel elle s'inscrit maintenant tendent à masquer un choix centriste. D'un côté, Defferre fait référence à certains objectifs de la solution de gauche, mais de l'autre, il vise à liquider le mouvement socialiste en tant que force autonome et à créer avec l'aide de certains éléments réactionnaires une sorte de Parti démocrate à l'américaine. Le P.S.U. condamne cette orientation parce qu'elle implique l'intégration d'une partie du mouvement ouvrier au néo-capitalisme ; parce qu'elle s'appuie partiellement sur des forces politiques et sociales qui n'ont pas de véritables frontières avec le gaullisme ; parce qu'elle consacre la division de la gauche et que sa réussite fermerait pour longtemps toutes possibilités de réunification du mouvement ouvrier.

Il ne suffit pas cependant de dénoncer ce phénomène qui correspond à une certaine évolution dans les sociétés capitalistes occidentales. Il faut lui opposer une perspective qui réponde au désir de renouveau et d'unité d'une partie des masses populaires.

Ce n'est pas ce que font les partisans de Guy Mollet en réaffirmant de grands principes révolutionnaires contredits par une pratique quotidienne d'alliance avec la droite.

On n'arrivera pas non plus à enrayer cette entreprise de liquidation en répétant comme le Parti communiste des slogans unitaires et en refusant simultanément d'aborder les véritables obstacles actuels à l'unité.

C'est en posant franchement le problème de l'alternative socialiste et de son programme que l'on a le plus de chance de gagner de nouvelles forces à la gauche et de lui fournir une réelle possibilité d'unité.

Tels sont les principes qui déterminent la position du P.S.U. pour les élections présidentielles.

Pour le P.S.U., le problème est moins de savoir quel homme opposer à de Gaulle que de clarifier les objectifs à opposer au gaullisme. Il réaffirme donc son opposition fondamentale au régime du pouvoir personnel et à la conception gaulliste de l'élection du Président de la République.

Dans cette perspective, l'importance du programme est décisive. Mais il ne doit pas s'agir d'un vague catalogue de revendications fragmentaires. Il faut ouvrir la voie à la démocratie socialiste, seul terme valable de l'alternative politique face au gaullisme. Ce programme devrait être fondé sur les points suivants :

— Création d'une démocratie authentique permettant la participation active des citoyens à tous les échelons de la vie publique, politique et économique, nationale, régionale et locale : contrôle effectif du gouvernement par l'Assemblée nationale et recours au suffrage universel en cas de désaccord grave, représentation démocratique des travailleurs dans une assemblée économique dotée de pouvoirs réels. Développement des libertés communales.

— Elaboration démocratique du Plan par l'intervention du Parlement et de l'Assemblée économique sur les choix fondamentaux.

— Exécution du Plan dans la politique quotidienne grâce à l'extension systématique des moyens d'intervention de l'Etat. Nationalisation des pôles de domination économique et des secteurs-clés de l'économie. Politique du crédit soumise aux normes du Plan.

— Renforcement du pouvoir syndical dans l'entreprise, la région et au niveau national.

— Développement régional animé par le secteur public.

— Réforme et nationalisation de l'enseignement

conformément au programme du C.N.A.L.

— Politique internationale de non-alignement et de neutralisme actif, condition d'une indépendance nationale et européenne, tant sur le plan économique que politique. Coopération avec le tiers monde sans contrepartie politique ou militaire.

— Abandon de la force de frappe, désarmement international, reconversion à des fins pacifiques de l'industrie nucléaire.

Mais il faut aussi mettre en œuvre les moyens permettant d'atteindre ces objectifs. C'est pourquoi, le P.S.U. a toujours considéré que toutes les forces de gauche, sans exclusive, devaient rechercher un accord sur ce programme et réaliser leur unité autour d'un candidat unique.

Le fait que Gaston Defferre ait délibérément choisi de fonder sa candidature sur une alliance avec le M.R.P. et sur la fidélité à l'atlantisme provoque une division des forces de gauche, division qui risque d'être accentuée par l'intention qu'a formulée à plusieurs reprises le Parti communiste de présenter son propre candidat.

Pour sa part, le P.S.U. ne se résigne pas à cette division de la gauche dans la bataille importante que constitue l'élection présidentielle.

Les débats du congrès S.F.I.O. montrent malgré le

compromis intervenu que le caractère centriste de la candidature Defferre rencontre des oppositions au sein même de son parti. Le mouvement d'opposition est plus profond encore dans l'électorat S.F.I.O. Il se développe également parmi certains milieux syndicalistes et certains clubs qui avaient pourtant accordé un préjugé favorable à Defferre en 1964.

Dans ces conditions, le P.S.U. considère qu'une solution de gauche peut encore être opposée dans l'unité à la tentative centriste comme à la candidature gaulliste. Cette solution doit reposer sur un programme commun et mettre en avant la candidature d'un homme dont l'audience ne se limiterait pas à un seul parti.

Le P.S.U. prendra tous contacts à l'échelon national en vue d'aboutir à un large accord sur ces bases. A l'échelon local, il prendra toutes initiatives susceptibles de développer un courant d'opinion en faveur d'une telle solution.

Au mois de septembre, un Conseil national du Parti appréciera les résultats obtenus et fixera en conséquence définitivement la position du P.S.U. dans la bataille des élections présidentielles.

(Texte voté à l'unanimité moins 2 abstentions.)

Extraits de l'intervention de Gilles Martinet

P. Bérégozoy a montré très clairement au début de ce congrès que l'opération de la « Fédération » se situait dans une perspective centriste. La question se pose maintenant de savoir si le congrès de la S.F.I.O. a modifié cette donnée. Nous répondrons très clairement sur ce point : il n'a fait que la confirmer. Car s'il est vrai que l'on a jeté sur le papier un certain nombre de formules qui s'inscrivent dans le cadre d'une solution de gauche, il est également vrai que l'on vient d'amorcer dans la réalité un processus qui conduit à la liquidation du parti socialiste en tant que force autonome au profit d'une sorte de parti démocrate à l'américaine.



G. Martinet, *secret, nat. adj.* (Paris)

La question du programme est essentielle. Mais il ne suffit pas pour la gauche de présenter un programme. Il

faut encore qu'il soit cru, autrement dit que les travailleurs y voient autre chose que des formules de propagande. C'est qu'il y a eu un certain nombre d'expériences qui se réclamaient de la gauche et qui ont tourné court. C'est qu'il y a en ce moment même les difficultés, les impasses de l'expérience Wilson en Angleterre et de la coalition socialiste-démocrate chrétienne en Italie. Pour faire admettre au pays que nous agirions différemment si nous venions au pouvoir, il ne suffit pas de lui faire des promesses, il faut aussi présenter ce que j'appellerais des critères de crédibilité. J'en vois essentiellement quatre :

1°) il faut donner un contenu précis aux différents éléments du programme, ne pas se contenter par exemple de parler de planification démocratique mais indiquer clairement ce que cela veut dire ;

2°) Il faut agir dès maintenant en direction des objectifs tracés. La vieille distinction entre le programme maximum rempli d'affirmations révolutionnaires et le programme minimum fondé sur le pire opportunisme doit être abandonnée. Cela signifie, pour reprendre l'exemple de la planification démocratique, que l'on formule des contre-propositions précises et que l'on engage la lutte en vue de leur réalisation ;

3°) Il faut aussi montrer une volonté claire d'affronter l'hégémonie américaine. C'est en grande partie parce qu'ils n'ont ni pu ni voulu aborder ce problème que des hommes comme Wilson et Nenni se sont trouvés entraînés dans des engrenages qui les condamneraient à l'impuissance ;

4") Il faut enfin rassembler les forces susceptibles d'imposer les transformations prévues au programme. On ne fait pas le socialisme avec l'appui des M.R.P. et on ne le fait pas davantage en écartant délibérément les masses influencées par le communisme.

Gaston Defferre évoque sans cesse la nécessité d'une transformation du parti communiste. Nous ne l'avons pas attendu pour indiquer que c'était là, en effet, un élément décisif de la situation politique française. Encore faut-il préciser qu'on ne favorise pas cette transformation en cherchant à isoler les communistes. Il faut au contraire placer ce parti devant des prépositions précises et des choix concrets ; le P.C.F. enregistre actuellement l'échec de toute une stratégie d'unité. Il devra prendre conscience qu'il existe désormais deux pôles d'attraction dans le mouvement socialiste et que l'un de ces pôles s'appelle le P.S.U.

Il y a aujourd'hui dans la S.F.I.O., il y a dans les syndicats et les clubs des hommes qui ont pu être à un moment donné attirés par l'opération Defferre et qui se rendent compte qu'elle les mène là où ils ne voulaient pas aller. Il faut que nous nous adressions à ces hommes non seulement pour engager un dialogue mais pour agir en commun et le premier point d'application de cette action commune, c'est l'élection présidentielle.

Si notre jugement sur l'après-gaullisme est juste, si

notre appréciation du caractère centriste de la candidature Defferre correspond à la réalité, alors une conclusion s'impose. Nous ne pouvons pas voter pour lui. Nous devons faire apparaître aux côtés de cette candidature centriste, la candidature de la solution de gauche, appuyée non pas certes par une unité complète mais par le rassemblement le plus large possible. Certains trouveront peut-être notre résolution encore imprécise. Ce n'est pas que nous n'ayons pas d'idées sur ce que nous entendons proposer et faire. Mais, c'est que nous sommes soucieux d'aboutir à des résultats pratiques et que nous ne voulons pas, par des prises de position prématurées, compromettre des possibilités d'entente.

Nous avons cependant déjà donné deux indications dans nos résolutions :

1°) le candidat de la solution de gauche devrait être un homme dont l'audience dépasse celle d'un seul parti ;

2°) sa candidature devrait s'appuyer sur programme précis.

Il faut qu'on sache que si un certain socialisme est mort hier à Clichy, un autre s'est affirmé aujourd'hui dans cette salle et que c'est lui qui vaincra.

Les luttes économiques et sociales et la politique des contre-plans

(Rapport présenté par Georges Servet)

Le parti se fixe un double but :

A) Développer son intervention dans les luttes économiques et sociales à tous les niveaux, aussi bien dans l'entreprise que sur le plan régional et national.

B) En assurer le prolongement indispensable sur le plan politique dans une perspective commune aux organisations syndicales et aux partis de gauche.

Pour y parvenir, le P.S.U. n'entend pas se substituer aux syndicats ni se cantonner dans un travail d'état-major politique ou de courtier intersyndical.

L'intervention du parti doit s'ancrer dans la réalité des luttes sociales et se caractériser par des propositions d'action et de programme qui ne s'opposent pas, mais sont solidaires.

La conception du Front socialiste implique l'établissement progressif de rapports nouveaux entre les partis ouvriers et les centrales syndicales. Elle exclut la subordination, mais non l'émulation. Pour le P.S.U., elle commande l'amélioration de ses rapports avec les syndicats. C'est ce qui a été recherché depuis 1961. Même lorsque la concordance de vue n'est pas totale, le débat reste ouvert et la convergence est obtenue dans l'action.

Cela ne doit pas empêcher le parti de prendre position :

1°) En appuyant les luttes revendicatives et en soulignant la signification et les conséquences politiques de ces luttes à l'égard du capitalisme et du régime gaulliste, tout en gardant sa totale liberté d'appréciation.

2°) En faisant connaître son point de vue, par ses initiatives et ses campagnes d'action aux cadres syndicaux en même temps qu'aux militants de base.



Jean Poperen du B.N. (Paris)

3°) En prenant l'initiative de propositions économiques et politiques, par exemple le contre-plan, qui peuvent fournir les éléments d'une perspective générale aux luttes revendicatives partielles. En agissant sur ce terrain, distinct du champ d'action habituel des syndicats, le P.S.U. leur propose, ainsi qu'à l'ensemble de la gauche, une perspective de rechange à la politique gaulliste.

Le parti n'a pas à favoriser tel ou tel type d'action, dont les modalités sont d'ailleurs difficiles à préciser à l'avance. Toutefois, il doit être attentif aux formes prises par les luttes syndicales et à l'importance des phénomènes régionaux. La relance des luttes ouvrières dans le secteur privé, les « marches revendicatives sur Paris » ou le conflit Neyrpic révèlent de nouvelles possibilités d'action. De même, il convient de ne pas mésestimer l'influence croissante des cadres et des techniciens dans les mouvements actuels.

En conclusion, l'intervention du parti dans les luttes sociales doit s'appuyer sur une politique économique d'ensemble qui s'oppose à la programmation capitaliste et dont la définition précise est une des clés de l'unité de l'opposition socialiste et aussi un des moyens d'aborder les problèmes difficiles posés par la réalisation de l'unité syndicale dans le respect de la libre expression des courants de pensée.

La politique des contre-plans

Le P.S.U. a défini une stratégie offensive, et pas seulement défensive, contre le capitalisme et le néo-capitalisme. Cette stratégie implique des techniques particulières autour de propositions et d'objectifs transitoires concrets. C'est ainsi qu'à l'occasion de l'élaboration du V^e Plan par le gouvernement, le parti a proposé un projet de contre-plan. Il a appliqué, dans ce cas, la politique qui consiste à proposer des objectifs précis concernant les problèmes brûlants de la lutte sociale.

De telles propositions doivent être émises, suscitées et soutenues par les militants du parti, de façon à fournir aux travailleurs en lutte des mots d'ordre qui mettent en causa les structures capitalistes et ouvrent la perspective révolutionnaire d'une alternative socialiste. Ils montreront la voie de la constitution de véritables contre-pouvoirs. Ils ne seront limités à aucun domaine et pourront, sous des formes diverses, s'appliquer aux entreprises, aux branches d'industrie, dans les communes et régions, comme dans les grands secteurs économiques nationaux.

Ces contre-propositions mettront nécessairement en question certaines des structures actuelles ; elles seront alors formulées en termes qualitatifs. Mais le souci de cohérence, la volonté d'exprimer des objectifs compatibles avec l'état actuel de l'appareil de production et les progrès de la technique tout en étant inacceptables pour le capitalisme, enfin le désir d'éviter l'émiettement des luttes, nécessitent la mise en forme de contre-plans globaux. Ceux-ci devront définir les priorités et la coordination à établir entre les différents objectifs et en donner, au besoin, une expression quantitative.

Ces contre-plans tendront à démasquer les soi-disant impératifs techniques que la classe dominante oppose aux revendications des travailleurs. Ils montreront, parallèlement, les possibilités que pourrait ouvrir le renversement des structures capitalistes.

Cette politique ne doit pas seulement se traduire par des propositions exprimées en forme de contre-plan et visant par conséquent une période de plusieurs années. Le parti doit aussi traduire constamment ses objectifs à long terme dans la politique au jour le jour, et mener contre le gaullisme une campagne appuyée sur des exigences précises.

La politique de stabilisation cherche à réduire la

rapidité du développement économique français pour maintenir plus facilement des prix stables et faire entrer des dollars dans les caisses de l'Etat, sans pour autant avoir à faire des réformes de structure que le système capitaliste ne tolérerait pas. Mais cette politique provoque le ralentissement des investissements et crée du chômage. Elle doit être critiquée à partir des objectifs d'une politique socialiste, au niveau national comme régional, sur les points suivants :

— Emploi : les réductions d'horaires et les licenciements coexistent dans bien des régions de France avec les refus patronaux d'admettre la création d'usines nouvelles.

— Politique financière : pour s'opposer à la scandaleuse politique qui consiste à réduire les moyens d'intervention publique et laisser monter le sous-emploi, il faut assurer le financement d'une masse rapidement croissante d'investissements publics.

— Investissements : la politique de stabilisation, qui aboutit à leur diminution, met en cause à la fois l'avenir du pays, la sécurité de l'emploi, le niveau de vie des travailleurs, et place une grande partie des entreprises sous la dépendance des capitaux étrangers.

— Développement régional : dans ce domaine essentiel, l'Etat gaulliste ne dépasse guère les bonnes paroles. Il faut, ici, autoriser les collectivités locales et les grandes entreprises nationales à créer des entreprises publiques permettant d'amorcer ce développement dans les régions défavorisées.



Claude Bourdet, du B.N. (Paris)

De nouveaux objectifs

Cadre pour l'action et base de réflexion, le « contre-plan » n'est pas considéré comme une fin en soi. Il est soumis à la discussion, il doit comporter de nouveaux objectifs destinés à servir de base à un développement de l'action revendicative.

Dans cet esprit, nous proposons de mettre en avant les thèmes suivants :

1. — Il faut étudier des formules diversifiées d'une politique de plan, en particulier sur les points suivants :

a) Plans à diverses échéances, et non structures rigides à 5 ans ;

b) Priorité accordée au secteur public, jouissant éventuellement d'un plan spécial, entraînant des réformes de structure fondamentales et imposant sa dynamique à l'ensemble de l'économie ;

c) Opposition à la politique gaulliste des revenus

comme à toute autre politique fondée sur le maintien des prérogatives patronales et développement d'une politique de contrôle des travailleurs sur la gestion pouvant dans les circonstances actuelles se traduire par des contrats collectifs.

2. — Liaison entre la politique de contre-plan et les mouvements revendicatifs. Des objectifs de lutte doivent être dégagés, tels que semaine de 40 heures, 500.000 logements par an, municipalisation du sol, lutte contre la surimposition des salariés, garantie mensuelle et annuelle des salaires, etc.

— 3. Régionalisation des objectifs de lutte et de propagande.

A plus long terme, ces luttes entrent dans un programme général de transition vers le socialisme, qui montre clairement la liaison entre les revendications les plus élémentaires et la nécessaire prise du pouvoir par les organisations de la classe ouvrière. Ce programme inscrit dans une même dynamique la lutte pour les revendications professionnelles, pour le contrôle des rapports de travail, pour des réformes de structure anticapitalistes générales, et pour un nouveau type de société fondé sur la gestion ouvrière. C'est dans cette perspective que notre parti pourra faire progresser le Front socialiste.

Pour une coordination des luttes à l'échelle européenne

Il faut aussi envisager l'attitude du parti vis-à-vis des tentations capitalistes de concentration et même de planification technocratique à l'échelle européenne, avec leurs contradictions.

La politique internationale (Rapport présenté par Paul Parisot

La politique dite « d'indépendance » prônée par de Gaulle — même si elle paraît répondre parfois (Vietnam, Saint-Domingue) aux vœux des grandes masses en France et en Europe, et aux nécessités évidentes du développement des forces de progrès — est en réalité une politique de faux-semblants.

En effet, dans le même temps où le gaullisme remet en question l'hégémonie américaine, il a laissé depuis sept ans les investissements américains créer en France une situation de dépendance économique et finalement politique ; de même, il n'oppose aux blocs militaires — à l'O.T.A.N. entre autres — qu'une perspective d'alignement d'autres pays sur les intérêts nationaux de la puissance française.

La « réprobation » que le gaullisme oppose à la politique américaine au Vietnam et en Amérique latine ne s'exprime pas par des actes positifs.

L'exaltation du nationalisme limite l'action internationale de la France et crée de nouveaux dangers, en particulier en encourageant la renaissance du nationalisme allemand.

Le P.S.U. demande non seulement la dénonciation de tous les blocs militaires existant dans le monde, mais aussi et dans l'immédiat :

a) une politique active et générale de non-alignement devant entraîner le retrait de l'O.T.A.N., politique dont la France devrait prendre la tête en

Menacée par le désir gaulliste d'hégémonie, disloquée par une orientation patronale favorable à la domination du capitalisme américain, l'Europe court le risque de n'être plus qu'une zone vassale de la puissance financière des Etats-Unis. L'unification des luttes ouvrières, dans une première étape au niveau des Six, est une des conditions nécessaires à la sauvegarde de l'autonomie européenne et, par conséquent de la possibilité d'une politique socialiste dans cette partie du monde.

(Texte voté à l'unanimité, 3 voix contre, 5 abstentions.)



Christiane Mora, du C.P.N. (Gironde)

Europe et qui s'étendrait à tous les pays qui, dans le monde, veulent résister aux injonctions et aux ingérences des grandes puissances ;

b) la reconnaissance du gouvernement de la République démocratique du Nord-Vietnam et la reconnaissance du Front National de Libération comme organe représentatif des intérêts du peuple du Sud-Vietnam qui devrait être, comme tel, invité à toute conférence internationale sur l'Indochine ;

c) l'aide aux forces démocratiques de l'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie, en lutte contre l'impérialisme ;

d) une politique de paix européenne qui permettrait aux nations du continent de surmonter l'actuelle division, artificielle et ruineuse, entre blocs adverses, pour entreprendre une négociation sur la réunification pacifique allemande, sur une dénucléarisation et un désarmement progressifs ;

e) la condamnation des régimes fascistes de l'Espagne, du Portugal et de l'Afrique du Sud, et la fin de l'appui ouvertement fourni actuellement à ces pays.

Le P.S.U. déclare que le gaullisme a bloqué tout progrès en vue d'une Europe politique et économique démocratique. Le gaullisme livre, au contraire, le Marché commun aux cartels, dont l'action est soustraite à tout contrôle public. Il est nécessaire, dans l'immédiat, de :

— démocratiser les institutions européennes actuelles ;

— coordonner les luttes sociales à l'échelle européenne et conclure des conventions collectives européennes ;

— instaurer une planification européenne dans laquelle interviendront en permanence les représentants des travailleurs ;

— assurer l'indépendance européenne à l'égard de trusts internationaux, notamment américains ;

— ouvrir les réalisations européennes actuelles à tous les pays d'Europe qui acceptent les règles d'une construction européenne démocratique.

Pour le tiers monde, le P.S.U. demande :

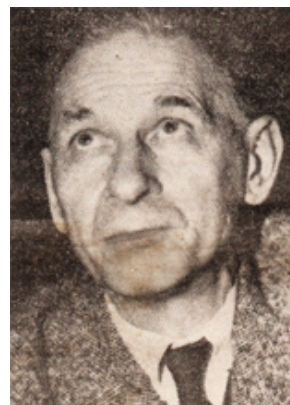
— un plan de coopération à long terme, afin d'instituer — au lieu de l'anarchie des marchés — une nouvelle division internationale du travail par l'industrialisation progressive des pays du tiers monde et la réorganisation des marchés des matières premières qui garantisse des prix rémunérateurs aux pays producteurs ;

— la définition d'une doctrine commune des partis et syndicats ouvriers d'Europe industrielle et des partis et syndicats des pays en voie de développement en vue d'organiser l'aide internationale aux pays sous-développés sans contrepartie économique ni militaire.

A la politique du gaullisme, Gaston Defferre et la Fédération qu'il veut former n'opposent pas

d'alternative démocratique. Leur victoire marquerait le retour au conformisme « atlantique », ce qui exclurait, en particulier, toute opposition réelle aux interventions actuelles des Etats-Unis dans le Sud-Est asiatique et en Amérique latine. Ni en ce qui concerne la paix et le désarmement, ni pour le développement européen, Defferre n'ouvre aucune perspective de progrès et de démocratie.

(Texte voté à l'unanimité, 3 abstentions.)



Pierre Naville, du C.P.N. (Paris)

La laïcité

(Rapport présenté par Rambotte)

Le P.S.U. rappelle que, laïque, il combat le cléricanisme qui prétend soumettre l'Etat, la société et l'école à la domination de l'Eglise.

Il réaffirme qu'une politique démocratique implique la séparation des Eglises et de l'Etat et le respect absolu de la laïcité de l'école et des institutions républicaines.

Fidèle au serment du 19 juin 1960 et faisant sien totalement le programme du Comité national d'action laïque, il proclame sa volonté de lutter avec tous les laïcs jusqu'à l'aboutissement de ce programme.

(Texte voté à l'unanimité.)